

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBÉRY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société Nouvelle Carrière Ornementale de Maurienne (S.N. COM)

Chez SARL MARTOÏA BTP
263, rue de Guillé
73300 SAINT JEAN DE MAURIENNE

Références : 20250528-RAP-InspCarriereSNCOM_ValCenis-Complet - Copie
Code AIOT : 0006101664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 28/05/2025, sur le site de transit, regroupement, tri et traitement de produits minéraux/déchets inertes exploité par la SARL SLMC au lieu-dit « La Tuilerie » – Les Marches – Porte-de-Savoie (73800).

L'inspection a été annoncée le 16/05/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre du « Plan pluriannuel de contrôle » (PPC) du service d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Elle avait pour objectif principal de faire un point sur la situation administrative du site ainsi que sur les conditions à réunir pour envisager, selon le souhait de l'exploitant, une reprise de l'activité extractive, dès le printemps 2026, de ce site à l'arrêt depuis courant 2020.

Elle visait dans un second temps à faire le point sur les suites données par l'exploitant aux

demandes prescrites par l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/05/2019 portant sur la réalisation des travaux de sécurisation du site et du GR5 bordant ce dernier ainsi que sur la réalisation d'un suivi géotechnique périodique par un bureau d'étude.

Enfin, elle visait à contrôler la mise à jour effective du plan d'exploitation topographique et de phasage ainsi que l'actualisation et le renouvellement des garanties financières prescrites pour la carrière, le dernier acte de cautionnement solidaire transmis par l'exploitant disposant d'une date d'échéance au 20/08/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- « Société Nouvelle Carrière Ornementale de Maurienne » (S.N. COM)
- Lieu-dit « Les Portes » à Sollières-Sardières 73500 VAL-CENIS
- Code AIOT : 0006101664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La « société Nouvelle Carrière Ornementale de Maurienne » (S.N. COM) exploite, depuis juillet 2003, au lieu-dit « Les Portes » sur la commune de Sollières-Sardières, commune déléguée de la commune nouvelle de Val-Cenis, une carrière à ciel ouvert de schistes dont l'autorisation initiale d'exploiter a été délivrée en décembre 1973. Le site est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral du 21/02/2006 (renouvellement/extension) qui autorise l'exploitation du site pour une durée de 30 ans et une production annuelle maximale de 13 500 tonnes (environ 5 000 m³).

L'emprise de la carrière, sise sur des terrains communaux représente une superficie totale de 18 400 m². Par ailleurs, le site est situé en bordure du sentier de grande randonnée GR5.

Les matériaux extraits (schistes bleu de Maurienne) sont utilisés, à hauteur de 50 %, comme pierres de tailles (décoration, habillage de fenêtres et en restauration du patrimoine). Le reste du gisement est valorisé en pierres à maçonner, à gabions ou à granulats.

La transformation des matériaux est réalisée sur un second site de la société S.N. COM (atelier de taille) implanté hors du périmètre ICPE de la carrière, en contrebas de ce dernier et en bordure de l'Arc.

Au regard de sa situation géographique et du fait des conditions climatiques, l'activité de la carrière est saisonnière (d'avril à novembre).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- À l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « **Faits sans suite administrative** » ;
- « **Faits avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « **Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète** » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Arrêté préfectoral du 21/02/2006, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Garanties financières	Arrêté préfectoral du 21/02/2006, articles 4 et 5 de l'annexe	Demande d'action corrective	2 mois
4	Travaux de sécurisation et suivi géotechnique périodique	Arrêté préfectoral du 21/02/2006, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan d'exploitation et cotes d'extraction	Arrêté préfectoral du 21/02/2006, articles 7.3 et 7.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de confirmer, notamment au travers des constats de terrain opérés suite à l'inspection documentaire, la non exploitation de la carrière au jour de la visite et ce depuis 2020. À cette occasion, l'exploitant a renouvelé son souhait de pouvoir reprendre l'exploitation de la carrière (activité extractive) pour le printemps 2026.

À cet effet, il a été acté la transmission à la préfète, préalablement à la reprise des activités, d'un dossier de « Porter à connaissance » afin de prendre en compte les modifications de conditions d'exploitation projetées par l'exploitant (arrêt de l'emploi d'explosifs au profit de dispositifs mécaniques/hydrauliques permettant de limiter la fragmentation du gisement et arrêt de la production de pierres de taille au profit exclusif de pierres à maçonner) ainsi que la réalisation, au printemps 2026, d'une campagne de contrôle du massif par un bureau d'étude géotechnique (contrôle de la stabilité et le cas échéant, travaux de sécurisation (purge des instabilités...)).

Par ailleurs, la visite a permis d'acter le respect des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/05/2019 portant sur la réalisation des travaux de sécurisation du site et du GR5 bordant ce dernier ainsi que sur la réalisation d'un suivi géotechnique par un bureau d'étude.

Enfin, elle a mis en évidence l'absence de garanties financières effectives pour la carrière telles que prescrites à l'exploitant (acte de cautionnement échu) et par conséquent la nécessité pour ce dernier de transmettre à la préfète le document justifiant de leur renouvellement.

Des demandes d'actions correctives et des observations ont ainsi été formulées en ce sens par le service d'inspection des installations classées au travers du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2006, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation de carrière			
Prescription contrôlée :			
Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation			
Les parcelles concernées et définies ci-dessous appartiennent à la commune de Sollières-Sardières.			
Parcelles	Numéro	section	superficie en m ²
Les portes	30	ZW	9650
Les portes	31	ZW	7140

Les portes	28	ZW en partie	1330
Forêt chapeu	1	H en partie	280
TOTAL			18400

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de schistes devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état suivant les plans de phasage joints en annexe du présent arrêté.

La hauteur de banc exploitable est d'environ 30 m situé entre les cotes 1295 et 1320 m NGF.

Les réserves estimées exploitables sont de 120 000 m³ environ.

Constats :

Dans le cadre de la préparation de cette inspection, l'exploitant a confirmé que l'exploitation du site n'avait toujours pas reprise.

Pour rappel, l'activité du site est à l'arrêt depuis 2020. Cet état de fait résulte d'une baisse d'activité due d'une part au contexte sanitaire Covid et d'autre part au départ en retraite de l'unique salarié de l'atelier de taille de pierre ornementale contigu au site (salarié non remplacé à ce jour par l'exploitant faute de candidat au recrutement).

Seule une quantité produite de 0,16 kT a été déclarée sur la télédéclaration GERE de 2021 (relative à l'activité 2020) et résultait de la purge des dispositifs de sécurité implantés sur le site (merlons pièges à cailloux). La télédéclaration GERE 2025 relative à l'année d'exploitation 2024 montre quant à elle une production nulle (tout comme en 2021, 2022 et 2023).

Toujours pour rappel, l'article R. 512-74 du code de l'environnement dispose, à son alinéa II, que :

« II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives. ».

C'est pourquoi, par courrier de relance du 21/11/2023, le service d'inspection a demandé à l'exploitant de bien vouloir préciser les suites qu'il envisageait de donner à l'exploitation de cette carrière.

En séance, l'exploitant a réaffirmé la posture tenue au travers de son courriel du 15/12/2023 en réponse au courrier administratif de relance susvisé, à savoir sa volonté de reprendre/poursuivre l'exploitation de la carrière et ce dès le printemps 2026. Il a été conjointement acté en séance que la reprise d'exploitation de la carrière n'interviendrait en aucun cas avant cette échéance.

L'exploitant a par ailleurs indiqué que la future production de la carrière serait orientée uniquement vers de la pierre à maçonner, à gabions ou à granulats (abandon de la production de pierre ornementale faute d'avoir pu recruter un nouveau salarié pour l'atelier de taille contigu au site).

L'exploitant a par ailleurs fait part de son projet de supprimer l'emploi d'explosifs (autorisés à ce jour par l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 2006) au profit de dispositifs mécaniques/hydrauliques de type écarteurs/pousseurs et ce afin de limiter la fragmentation du gisement induit par les tirs de mines.

Pour finir, cette visite a montré l'existence d'une activité de recyclage de déchets inertes/terrassement en cours d'exploitation, en contrebas du site, sur un secteur situé dans le prolongement de l'atelier de taille de pierre et hors périmètre ICPE de la carrière.

Sur cette plateforme étaient exploitées, le jour de la visite, une station de transit de produits minéraux/déchets inertes ainsi qu'une installation de traitement mobile de matériaux alimentée par une pelle mécanique.

Interrogé, l'exploitant a confirmé ne pas avoir préalablement télédéclaré ces deux activités mais s'est engagé à procéder à la régularisation administrative de ses activités de recyclage de déchets inertes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de ce qui précède, il est demandé à l'exploitant :

- De régulariser, **sous un délai de 1 mois**, la situation administrative de son activité de traitement mobile de matériaux au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature ICPE ;
- De positionner le classement de son activité de station de transit de produits minéraux/déchets inertes au regard de la rubrique n° 2517 de la nomenclature précitée et le cas échéant, à régulariser **sous le même délai**, la situation administrative de ladite activité (activité classable si la superficie de l'aire de transit excède 5 000 m²) ;
- De transmettre à la préfète, **avant la fin de l'année 2025**, un dossier de « Porter à connaissance » afin d'exposer les modifications de conditions d'exploitation projetées.

Ce dossier devra par ailleurs comprendre, en premier lieu, une demande justifiée de prorogation du délai prescrit par l'article R. 512-74 susvisé (justification des délais écoulés depuis la dernière période d'exploitation) afin de permettre à la préfète de considérer cette demande.

Par ailleurs, le dossier comprendra également un plan de phasage rectificatif afin d'actualiser le phasage d'exploitation au regard du retard pris dans l'exploitation du gisement et de l'échéance de la durée d'exploitation aujourd'hui prescrite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2006, article 4 et 5 de l'annexe

Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties

Prescription contrôlée :

Article 4

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin de réaménagement de la dernière phase d'exploitation 6 mois au moins avant le terme de chaque échéance.

Article 5. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières :

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte-tenu de l'évolution de

<p>l'indice TP01.</p> <p>Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.</p> <p>L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier acte de cautionnement solidaire transmis au préfet par l'exploitant afin de justifier de la constitution effective des garanties financières prescrites est daté du 20/08/2019 avec une date d'échéance au 20/08/2024 et à concurrence d'un montant (actualisé) garanti de 36 195 €.</p> <p>Ces garanties correspondent à la phase d'exploitation n° 2 (seconde phase quinquennale) du plan de phasage.</p> <p>Pour rappel, l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit 6 phases d'exploitation, la seconde phase étant assorti d'un montant de garanties financières initial de 24 522 €.</p> <p>Compte tenu de l'interruption de l'exploitation du site depuis 2020, l'exploitant a confirmé que l'exploitation du gisement se trouvait toujours dans sa phase n° 2.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard de ce qui précède, il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de la préfète, sous un délai de 2 mois, de l'actualisation du montant des garanties financières prescrites ainsi que du renouvellement effectif de ces dernières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Plan d'exploitation et cotes d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2006, articles 7.3 et 7.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.3 – Épaisseur d'extraction</p> <p>L'extraction est limitée à la cote minimale de 1252 m NGF et celle maximale 1340 m NGF.</p> <p>7.7 – Registres et plans</p> <p>Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation et orienté au Nord vrai.</p> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées dans le premier trimestre de l'année.</p> <p><u>Sur ce plan sont reportés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre (numéros de parcelles) ; • les zones en cours d'exploitation, les bords de fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les profils et les pentes exprimés en degrés ; • les zones déjà exploitées mais non remises en état ; • les zones remises en état.
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a remis au service d'inspection un plan d'exploitation/« état des lieux » topographique et sur fond parcellaire à jour du 20/03/2025.</p>

<p>Ce plan formalise l'implantation de plusieurs bornes OGE (cabinet G-Home) afin de délimiter l'emprise du périmètre sollicité en autorisation. À noter l'<u>absence de dispositifs de bornage sur le secteur Nord-Est du site</u>.</p> <p>L'emprise de la zone exploitable est également matérialisé.</p> <p>Ce plan est complété par 2 coupes de profils n° 1 et 2.</p> <p>La cote actuelle du carreau sommital ressort à environ 1 316,15 m NGF. Pour rappel, le dossier de demande d'autorisation d'avril 2004 indiquait une reprise d'exploitation du gisement au niveau supérieur de la carrière à environ 1320 m NGF.</p> <p>Le plan formalise par ailleurs l'existence d'une aire de stockage en contrebas du site et hors périmètre ICPE autorisé de la carrière (plateforme/station de transit décrite au point de contrôle n°1).</p>
<p>Observation :</p> <p>L'exploitant est invité à faire compléter l'implantation de dispositifs de bornage sur le secteur Nord-Est du site de la carrière afin de justifier de l'emprise du site ICPE de la carrière sur ce secteur. L'exploitant transmettra au service d'inspection un plan de bornage actualisé/correctif à titre de justification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Travaux de sécurisation et suivi géotechnique périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2006, article 7.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.5 – Conduite de l'exploitation</p> <p>Avant de commencer tous travaux d'exploitation, l'exploitant attestera de la réalisation des travaux de mise en sécurité du site et du GR5 selon les préconisations a minima contenues dans l'étude BRGM/RP-51780-FR de juillet 2002 au vu d'une étude trajectographique.</p> <p>Un suivi géotechnique sera réalisé à l'issue de la première année d'exploitation.</p> <p>L'exploitation sera conduite du haut vers le bas suivant la méthode et le phasage définis dans le dossier (6 phases quinquennales).</p> <p>[...]</p> <p>Article 2 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 03/05/2019 :</p> <p>Respecter, sous 1 mois et en tout état de cause préalablement à la reprise de toute activité sur le site, les dispositions de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2006 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – en faisant réaliser un suivi géotechnique portant sur l'ensemble des secteurs compris dans l'emprise ICPE du site. Cette étude devra par ailleurs conclure sur l'existence ou non d'un risque pour le personnel appelé à circuler sur les pistes ainsi que sur les carreaux (sommital, intermédiaire et inférieur) de la carrière vis-à-vis de possibles instabilités qui viendraient à se trouver au droit du front n° 2 et de la falaise surplombant le site. <p>Le cas échéant, l'étude devra émettre les recommandations organisationnelles ainsi que les préconisations techniques nécessaires à une conduite de l'exploitation du gisement en sécurité. Enfin, l'exploitant devra reprendre à son compte ces préconisations et recommandations en précisant, au travers d'un plan d'action échéancé, les mesures effectives qu'il compte mettre en œuvre afin d'appréhender ces risques (chute de blocs...) et en justifiant la possible non prise en compte de certaines préconisations ;</p>

- en justifiant, en détail et sur la base d'un rapport d'intervention par un bureau d'études spécialisé, de la réalisation effective des travaux de mise en sécurité du site et du GR5 au regard des préconisations à minima contenues dans l'étude BRGM de juillet 2002 ;
- en justifiant, toujours sur la base d'un rapport d'intervention par un bureau d'études spécialisé, de la mise en sécurité des fronts au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation.

Constats :

Suite à la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/05/2019, l'exploitant a fait procéder à la réalisation d'une mission géotechnique (de type G2 phase AVP) par le bureau d'étude SAGE (campagne de terrain réalisée en septembre 2019 par observation en technique alpine + passage drone).

L'objectif affiché de cette mission était :

- de vérifier la conformité des travaux de sécurisation réalisés au niveau de la carrière au regard des prescriptions émises par le BRGM en 2002 ;
- d'analyser les risques de chute de blocs sur la carrière ainsi que sur la route communale et le sentier GR5 ;
- de définir la nécessité d'éventuels travaux de sécurisation complémentaires.

Cette étude a donné lieu à un rapport de synthèse SAGE (réf. RP. 9360) du 26/09/2025.

En synthèse, l'examen du document susvisé montre que :

- les travaux de sécurisation réalisés sur la carrière en 2002/2003 peuvent être considérés conformes aux prescriptions émises par le BRGM en 2002 et permettent de répondre aux objectifs de sécurisation recherchés ;
- l'étude du risque de chute de blocs conduite sur les 3 zones de la carrière (falaise supérieure et front de taille n° 2 ainsi que sur front de taille n° 1) montre que la menace de chutes de blocs émane de la falaise supérieure dont l'existence et l'évolution sont indépendantes de l'exploitation de la carrière ;
- compte tenu des travaux de sécurisation réalisés en 2003, les départs de blocs depuis les fronts de taille présentent un risque quasi négligeable.

Cependant, l'aléa « chute de blocs » demeurant élevé au niveau de la carrière, le bureau d'étude a émis plusieurs recommandations (§ 6 du rapport), à savoir :

- **la réalisation de travaux de sécurisation :**
 - purges manuelles au droit de la falaise supérieure (comprenant le front de taille n° 2) à raison d'un passage tous les 10 ans afin d'éliminer les blocs les plus instables ;
 - purges manuelles au droit du front de taille n° 1 à prévoir, au cas par cas, en fonction de l'évolution du front (gestion des blocs rocheux instables susceptibles de tomber sur la piste d'accès au palier supérieur) avec deux instabilités i 57 et i 58 à purger ;
- **La pose de repères de déplacement à lecture manuelle** (de type fissuromètre) au droit des 2 instabilités i 37 et i 51 (6 dispositifs au total) avec un relevé tous les 2 ans en premier lieu puis un tous les 5 ans si absence d'évolution après 2 relevés ;
- **Une limitation de la période d'exploitation de la carrière** en dehors des périodes de gel/dégel (soit d'avril à octobre inclus) ;
- **Un arrêt d'activité en carrière en cas de précipitations** ou le lendemain de précipitations supérieures à p = 20 mm.

La visite d'inspection conduite sur site en octobre 2020 avait conclu à la réalisation des opérations

de purges ainsi que la pose des repères de déplacements prescrits par l'entreprise CITEM (mandatée en juin 2020 par l'exploitant). Par ailleurs, le service d'inspection des installations classées avait précisé qu'aucune exploitation de la carrière ne pouvait être envisagée **avant la justification par l'exploitant (sur la base d'un compte rendu complet,) de la réalisation effective**, par du personnel qualifié, **de l'ensemble des opérations de sécurisation du site de la carrière** telles que préconisées dans le rapport précité.

Or, à ce jour, le service d'inspection ne dispose que d'un compte rendu succinct (sous forme de tableau) relatif au suivi des mesures des témoins i 37 et i 51 ainsi que d'une facture du 25/06/2020 faisant état de la mise en place de 6 « témoins rustiques ». Aucun rapport de synthèse/bilan conclusif relatif à l'évolution des instabilités n'est associé au tableau des relevés (qui fait état d'un déplacement latéral de 5 mm).

De même, l'exploitant n'a pas transmis de procès-verbal/rapport de synthèse relatif aux travaux de sécurisation (réalisés au printemps 2020). Dès lors, la purge effective, notamment des instabilités i 55, i 56, i 57 et i 58, n'a pas été attestée.

Par ailleurs, en séance, l'exploitant a communiqué au service d'inspection un second compte rendu succinct (toujours sous la forme d'un tableau) relatif à un suivi des mesures de témoins réalisé le 23/05/2025 par l'entreprise CITEM. Là encore, aucun rapport de synthèse/bilan conclusif relatif à l'évolution des instabilités n'est associé à ce tableau (qui fait à nouveau état d'un déplacement latéral de 5 mm).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de ce qui précède, il est demandé à l'exploitant :

- De justifier, **sous un délai de 2 mois**, de la réalisation effective, sur la base d'un procès-verbal de fin de travaux, de l'ensemble des travaux de sécurisation préconisés par le bureau d'étude SAGE dans son rapport du 26/09/2019 ;
- De justifier, **sous un délai de 2 mois**, au travers d'une **note technique/consigne/procédure de débrayage**, de la mise en œuvre effective des mesures organisationnelles et matérielles permettant de respecter les préconisations du bureau d'étude relatives à la périodicité d'exploitation du site, à la méthodologie d'intervention (type d'engin de chantier déployé sur le carreau...) ainsi qu'à l'interruption temporaire de l'activité du site pour cause d'intempérie (moyens matériels mis en œuvre, contrôles préalable à la reprise d'activité...). Ce document sera également annexé au dossier de « Porter à connaissance » attendu (cf point de contrôle n° 1 du présent rapport) ;
- De transmettre, **sous le même délai**, un rapport/bilan conclusif relatif aux deux campagnes de suivi des 6 repères de déplacements déjà réalisées ;
- De respecter la fréquence de suivi préconisée par le bureau d'étude SAGE pour la réalisation des campagnes de suivi précitées. L'exploitant devra par ailleurs se positionner sur la fréquence de contrôle retenue pour les campagnes à venir (2 ans/5 ans) ;

Il a par ailleurs été conjointement acté, le jour de l'inspection, que l'exploitant fera procéder à une nouvelle campagne d'investigation de terrain par le bureau d'étude SAGE, au printemps 2026, avant la reprise d'activité projetée à cette même échéance.

Une note technique de l'exploitant statuant sur la possibilité de reprise de l'activité de la carrière, accompagnée d'un procès-verbal d'intervention/de fin de travaux, sera adressée dans les meilleurs délais au service d'inspection.

Dans l'éventualité où des nouvelles préconisations viendraient à être émises par le bureau d'étude géotechnique (travaux de sécurisation...) suite à cette future campagne d'investigation,

l'exploitant <u>attestera de leur mise en œuvre effective préalablement à toute reprise d'activité de la carrière.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois